



## Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013

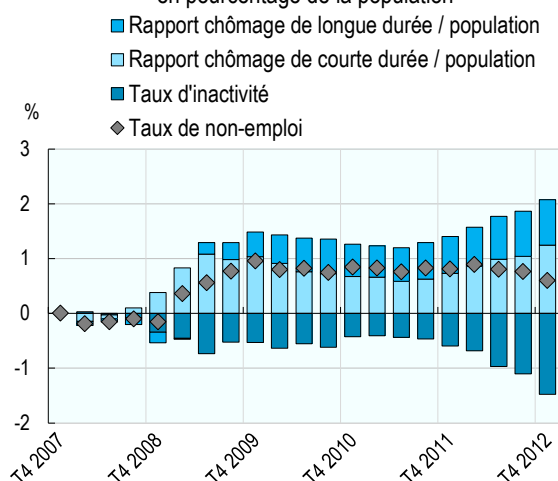
Les Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013 examinent les marchés du travail au lendemain de la crise. Cet ouvrage contient des chapitres sur la situation de différents groupes de population sur le marché du travail depuis 2007, sur la législation sur la protection de l'emploi, sur les systèmes de prestations, les services et programmes d'emploi et de formation, et sur le retour à l'emploi, les revenus et les compétences après une perte d'emploi. Comme toujours, il comprend une annexe statistique.

Pour de plus amples informations : [www.oecd.org/emploi/perspectives](http://www.oecd.org/emploi/perspectives)  
DOI : [10.1787/empl\\_outlook-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2013-fr)

### Baisse de l'inactivité et hausse persistante du chômage

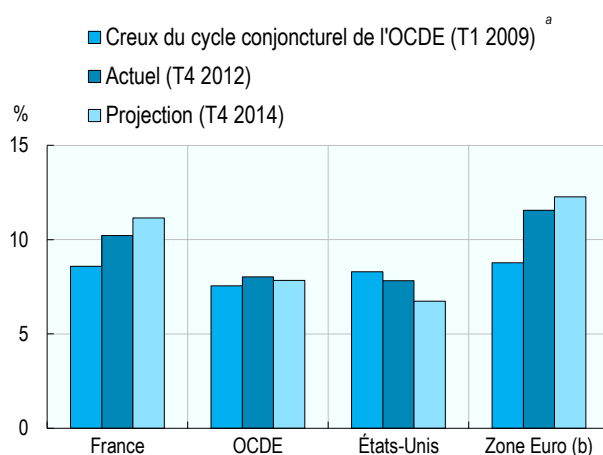
#### A. Évolution du non-emploi en France depuis T4 2007

en pourcentage de la population<sup>a</sup>



a) Le chômage de courte durée et le chômage de longue durée correspondent respectivement à une durée de chômage de moins de 12 mois et d'un an ou plus  
Source : Calculs de l'OCDE à partir de la *Base de données sur les statistiques de court terme du marché du travail de l'OCDE* (<http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lms-data-fr>) et des enquêtes nationales sur la population active.

#### B. Taux de chômage au creux du cycle économique (en termes de production), au T4 2012 et au T4 2014, en pourcentage de la force de travail



a) Le point bas du cycle est défini par rapport à l'écart de production pour la zone OCDE

b) Agrégat de 15 pays de l'OCDE appartenant à la zone euro.  
Source : Calculs de l'OCDE d'après la *base de données des Perspectives économiques de l'OCDE* (<http://dx.doi.org/10.1787/eo-data-fr>).

### Le marché du travail français peine à se redresser

Plus de cinq ans après le début de la crise financière mondiale, la demande globale reste atone en France et devrait, selon les estimations de l'OCDE, continuer de faiblir en 2013 (recul prévu de -0.3 % du PIB). Dans ces conditions difficiles, le marché du travail français peine à se redresser : le déficit d'emploi, qui mesure la baisse conjoncturelle de l'emploi par la différence entre l'emploi effectif et l'emploi potentiel, s'est accru de 1.2 point de pourcentage entre le début de la crise et le dernier trimestre de 2012. Selon les estimations de l'OCDE, ce déficit devrait encore augmenter, en France comme dans la quasi-totalité de la zone euro, pour atteindre 2.3 points de pourcentage en France fin 2014.

### Baisse du taux d'inactivité principalement des seniors

Après une augmentation du taux de non-emploi pendant la crise, la part des personnes au chômage ou inactives a commencé sa décrue en 2012 (graphique A), tirée par la baisse du taux d'inactivité, principalement des seniors. En effet, en France comme dans de nombreux pays de l'OCDE, les travailleurs âgés repoussent de plus en plus leur décision de départ à la retraite. En revanche, le chômage de longue durée mais surtout le chômage de courte durée continuent de croître et sont respectivement supérieurs de 0.2 et 0.5 point de pourcentage fin 2012 par rapport à fin 2007. Par ailleurs, la part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation (NEET) a augmenté de 2.8

points de pourcentage entre le dernier trimestre 2007 et le dernier trimestre 2012.

### Un chômage durablement élevé et persistant

La France fait ainsi face à un chômage durablement élevé et persistant : les *Perspectives de l'emploi 2013 de l'OCDE* indiquent que le taux de chômage est passé de 8.6 % de la population active au creux du cycle conjoncturel (premier trimestre 2009) à 10.2 % au dernier trimestre de 2012 et pourrait atteindre 11.2 % fin 2014 selon les projections de l'OCDE (graphique B). Si le taux de chômage en France est légèrement plus faible que dans la zone euro (tiré par les situations grecque et espagnole), il reste élevé en comparaison de l'OCDE, la décrue du chômage se poursuivant dans quelques pays (Allemagne, Canada, États-Unis et Japon par exemple).

Selon les *Perspectives de l'emploi 2013 de l'OCDE*, il faudrait que la France s'attaque à certains défis structurels qui continuent de persister sur le marché du travail.

### Comment mieux investir dans une stratégie qui améliore les taux d'emploi à tous les âges ?

Un des principaux messages du chapitre 1 est que le maintien des seniors dans leur poste de travail ne se produit pas au détriment de l'emploi des jeunes. L'insertion professionnelle des jeunes, surtout s'ils sont non qualifiés, reste toujours difficile tout comme la sortie du chômage des seniors qui ont perdu leur emploi. L'OCDE préconise dès lors que les gouvernements adoptent une stratégie qui permettrait d'améliorer les perspectives d'emploi aussi bien des jeunes que des seniors, c'est-à-dire : *i)* des réformes structurelles propices à la croissance et à l'emploi des jeunes comme des seniors ; *ii)* des mesures actives du marché du travail ciblées sur les groupes de jeunes et de seniors ayant des difficultés particulières d'insertion ou de maintien dans l'emploi ; et *iii)* des mesures encourageant les employeurs à gérer de façon plus active la diversité des âges au sein de leur personnel. Les emplois d'avenir et les contrats de générations, dispositifs ciblés sur les jeunes et les seniors, sont une première avancée en ce sens mais appellent à des réformes plus structurelles permettant d'améliorer durablement les taux d'emploi à tous les âges.

### Comment mieux protéger l'emploi tout en renforçant la flexibilité ?

La loi de 2013 sur la sécurisation de l'emploi va dans la bonne direction en créant des nouveaux outils de flexibilité qui devraient permettre une plus grande création d'emplois dans le moyen terme. Cependant, beaucoup reste à faire pour réellement réduire le dualisme du marché du travail en France. Les indicateurs de protection de l'emploi en 2011-12 présentés au chapitre 2 montrent que la France réglementait toujours strictement les contrats permanents et que le recrutement de travailleurs temporaires et la cessation de contrats à durée déterminée (CDD) représentaient la majeure partie des flux bruts de main-d'œuvre. Par exemple, en 2011, 78 % des recrutements et 71 % des cessations d'emploi correspondaient au début ou à la fin d'un contrat à durée déterminée (CDD) et ces pourcentages sont stables dans toutes les classes d'âge.

### Comment accompagner les personnes qui perdent leur emploi pour des raisons économiques ?

Le chapitre 4 indique que la fréquence des licenciements s'est amplifiée pendant la crise : en 2009 et 2010, 2.5 % des salariés français ont perdu leur emploi chaque année en raison du ralentissement de l'activité économique ou d'un changement structurel, contre 2.1 % entre 2000 et 2008. En France comme dans les treize autres pays examinés, les travailleurs âgés et ceux qui ont un faible niveau de formation sont plus exposés au risque de perdre leur emploi, mettent plus de temps à retrouver du travail et subissent des pertes de revenus d'activité plus importantes (et plus durables). En revanche, contrairement à la majorité des autres pays étudiés, les jeunes français peinent à retrouver un emploi après une suppression de poste. Ces éléments viennent appuyer les recommandations de l'OCDE en faveur de mesures ciblées sur les jeunes et les seniors.

L'édition 2013 des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* est disponible sur le site réservé aux journalistes, protégé par un **mot de passe**, ou sur demande auprès de la **Division des Relations Media**. Pour de plus amples informations, les journalistes sont priés de se mettre en rapport avec le chef de la Division d'analyse et de politique d'emploi, Mark Keese (+33 1 45 24 87 94 ou [mark.keese@oecd.org](mailto:mark.keese@oecd.org)).